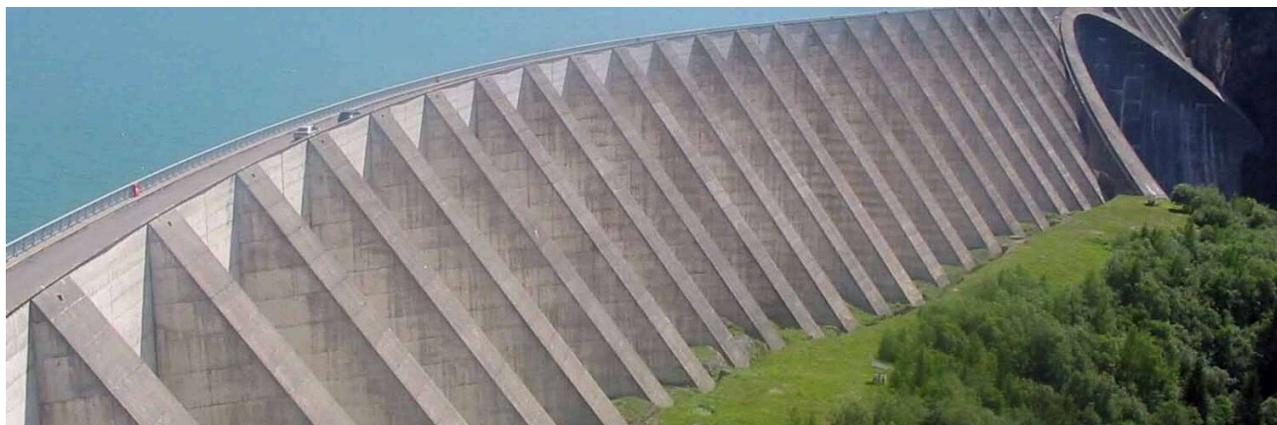


Electricité: production surabondante, prix en forte baisse, sauf pour les consommateurs

transitionsenergies.com/electricite-production-surabondante-prix-forte-baisse-sauf-consommateurs/



FinanceNucléaireRenouvelables

La rédaction

8 avril 2024

4 min (durée de lecture)

A la suite d'un parfait alignement des planètes, les prix de l'électricité sont retombés au cours des dernières semaines à leurs niveaux d'avant la crise de 2022 et même en-dessous. Les températures sont anormalement douces, la demande d'énergie en général et d'électricité en particulier reste déprimée et dans le même temps la production nucléaire et renouvelable s'est fortement redressée et est devenue largement excédentaire. Au point que les exportations d'électricité atteignent des niveaux records. Mais les consommateurs français, entreprises comme particuliers, n'en profitent pas vraiment.

Difficile à croire, mais les prix à court terme de l'électricité en France se sont effondrés. La semaine dernière, le prix du MWh (mégawatt heure) se situait autour de 13 euros à comparer à 71 euros en Allemagne et 68 euros aux Pays-Bas. Pour le mois de mai 2024, le contrat d'électricité français se négocie moitié prix par rapport à son équivalent allemand.

Tout cela à la suite d'un parfait alignement des planètes. Les températures sont anormalement douces, bien au-dessus des normales saisonnières, la demande d'énergie en général et d'électricité en particulier reste déprimée et dans le même temps la production a continué à se redresser et est devenue largement excédentaire. Une quarantaine de réacteurs d'EDF sont branchés au réseau et du côté des renouvelables

certains barrages remplis sont contraints de faire de la place pour accueillir l'eau de la fonte des neiges et des précipitations abondantes et même les éoliennes produisent sans discontinuer.

Gesticulations politiques et redressement rapide de la production

La situation est tellement excédentaire que les interconnexions avec les autres pays européens tournent à plein régime et les exportations atteignent des niveaux records... Le chemin parcouru en moins de deux ans est spectaculaire et inespéré. Rappelons qu'en 2022 la France, le plus important exportateur d'électricité en Europe depuis des décennies, s'est retrouvée pour la première fois importateur net. Les politiques se sont alors agités, ont organisé une Commission d'enquête parlementaire sur la « perte de souveraineté » énergétique de la France et mis en place une réforme de la tarification de l'électricité... Des gesticulations assez inutiles. Dès 2023, la France est redevenue le premier exportateur européen, avec un solde positif de 50 TWh.

Pour donner un ordre de grandeur, les besoins liés à l'électrification presque totale des transports terrestres sont estimés entre 75 et 100 TWh par an par RTE (Réseau de Transport d'Electricité). A demande équivalente dans les autres domaines (industrie, chauffage), les excédents de production de l'année 2023 seraient donc déjà suffisants pour couvrir l'électrification d'au moins la moitié du parc motorisé du pays. Mais ce résultat a été obtenu tandis que la production était encore dégradée. Le parc nucléaire français n'a produit que 320 TWh l'an dernier, loin de ses performances d'avant la crise quant à parc équivalent elle tournait autour de 400 TWh par an.

Records d'exportations

Cela explique pourquoi le scénario est devenu encore plus « favorable » au début de l'année 2024. Au cours du premier trimestre, les chiffres montrent une consommation qui tend à se stabiliser par rapport à l'année précédente (127 TWh contre 128 TWh en 2023 sur la même période), mais des exportations qui affichent déjà un niveau de presque 20 TWh. Cela tient à la progression de production des parcs nucléaire (95 TWh en 2024 contre 83 TWh à la même date l'an dernier) et hydroélectrique (20 TWh contre 12 TWh en 2023). A tel point que face à cette production surabondante, les marchés spots, qui sont ceux de l'électricité en intra-journalier, sont pour la première fois de l'histoire passés négatifs certains week-end du mois de mars. Cela signifie que l'offre était tellement abondante par rapport à la demande qu'elle n'avait plus aucune valeur.

Augmentation de la disponibilité du nucléaire, de la production renouvelable, consommation stagnante, multiplication des interconnexions (comme celle mise en service récemment entre la France et l'Italie) et arrêt du nucléaire en Allemagne, créant un nouveau débouché, la France est partie pour battre tous ces records d'exportations

nettes d'électricité cette année. L'objectif de 75 TWh semble tout à fait atteignable. La France est ainsi aujourd'hui la plaque tournante de l'électricité européenne reliée à 6 pays en attendant le raccordement de l'Irlande en 2027.

Qui bénéficie de cet atout ?

Mais faut-il encore que le pays puisse profiter de cet atout. Il devrait se traduire par des gains de compétitivité pour les entreprises, d'allègements budgétaires pour les collectivités et de redressement de leur pouvoir d'achat pour les ménages français. Mais c'est encore loin d'être le cas. Le contrat à terme pour les entreprises pour 2025 se négocie aujourd'hui en moyenne autour de 71 euros le MWh contre 78 euros outre-Rhin. Un avantage limité. La faute à un mode de calcul qui lisse les hausses sur le temps long, mais qui en échange n'est pas très réactif à la baisse.

Et pour les ménages, la situation s'est même dégradée depuis le début de l'année. La faute à l'incohérence et l'amateurisme fiscal du gouvernement qui taxe plus aujourd'hui l'électricité produite en France et décarbonée que le gaz importé et émetteur de CO2 !

Philippe Thomazo

La rédaction

[Voir tous les articles](#)

Nucléaire français: entre les paroles et les actes

Jusqu'où peuvent monter les cours du baril de pétrole?



BilanFinance

L'énergie au ministère de l'Industrie: le reflux de l'écologie?

Depuis 2007, le ministère de l'Environnement devenu celui de l'Écologie n'a cessé d'élargir son périmètre aux transports, au logement, à l'énergie. Pour la première fois en dix-sept ans, il a perdu du pouvoir lors du dernier remaniement en février. Faut-il y voir un signe des temps. Par Bertrand Alliot. Article paru dans le numéro 20 du magazine Transitions & Energies.

La rédaction



Nucléaire

Nucléaire français: entre les paroles et les actes

En février 2022, Emmanuel Macron a annoncé, après une volte-face spectaculaire, la relance d'un grand programme nucléaire en France. Un peu plus de deux ans plus tard, où en sommes-nous ? Lorsqu'en 1973, le Premier ministre Pierre Messmer a présenté son plan pour électrifier le pays majoritairement avec de l'énergie nucléaire, il a donné la direction, la vision, le rythme d'installation et l'organisation ainsi que les financements pour y parvenir. Nous en sommes loin. Par Loïk le Floch-Prigent. Article paru dans le numéro 20 du magazine Transitions & Energies.

La rédaction



FinanceFossile

Jusqu'où peuvent monter les cours du baril de pétrole?

Avec des risques grandissants d'escalade militaire au Moyen-Orient entre Israël et l'Iran, les attaques ukrainiennes répétées sur les installations pétrolières russes et le maintien de la stratégie du cartel élargi Opep+ de réduction de l'offre, la hausse des cours du pétrole pourrait bien se poursuivre. Au cours des cinq derniers mois, le baril a regagné plus de 25%. Le Brent, la référence européenne, a dépassé jeudi 4 avril 90 dollars et même atteint brièvement 91 dollars. Il pourrait bien franchir le seuil des 100 dollars d'autant plus que selon des informations de la presse américaine, la CIA a averti Israël d'une attaque iranienne dans les 48 heures. Mais selon les analystes, il reste peu vraisemblable que les prix du pétrole aillent beaucoup plus loin que le niveau des 100 dollars compte tenu des conséquences que cela aurait sur la demande, qui baisserait, et sur l'offre, qui augmenterait.

La rédaction

